

Dupriez, V., Périsset, D., et Tardif, M. (dir.) (2023). *Les pénuries dans l'enseignement : marchés du travail, attractivité et expériences*. Presses de l'Université Laval, 206 pages.

Cet ouvrage collaboratif, fruit d'un symposium du Réseau international francophone de recherche en éducation (REF), ayant eu lieu à Namur en Belgique en 2022, révèle comment la pénurie des enseignant-e-s est devenue progressivement ces dernières décennies un problème de société important auquel se retrouvent confrontés de plus en plus de pays à travers tous les continents. Les auteur-e-s de ce livre revendiquent que cette pénurie représente un défi urgent à relever, un véritable problème public, complexe, et plus ou moins singulier en fonction de chaque espace géographique étudié, dont doivent se saisir encore davantage les chercheurs et les chercheuses, les femmes et les hommes politiques car il touche de plus en plus d'enfants, impacte le plus souvent les populations les plus fragilisées, et met en péril le bon fonctionnement et la pérennité des sociétés.

Face à la tentation simpliste de penser qu'il n'existerait qu'une pénurie mondiale généralisée, dont les causes identiques seraient, dans toutes les régions, partagées, et dont l'émergence produirait dans les différentes contrées les mêmes effets, avec une analogie d'intensité, ces expert-e-s ont mené des études pertinentes enracinées dans divers contextes nationaux francophones (Belgique, France, Québec, Suisse), anglophone (Angleterre) et lusophone (Brésil) permettant de déceler plusieurs situations divergentes de pénurie dont les caractéristiques spécifiques sont liées à des environnements locaux. De la métropole de Londres (C. Mathou, M. Sarazin et X. Dumay) à l'État de Sao Paulo (F. Medeiros Sarti et S. de Souza Neto) en passant par la Belgique francophone (V. Dupriez et F. Mahiat) et le Québec (M. Tardif et J. Mukamurera), ces universitaires ont eu le projet ambitieux, dans une première partie de l'ouvrage, d'analyser la question des pénuries dans l'enseignement à travers le prisme des marchés du travail. Du canton suisse du Valais (I. Voirol-Rubido et D. Périsset) au territoire national français (J-F. Marcel) jusqu'à sa région de Normandie (T. Piot), ces chercheurs/euses ont fait le choix judicieux, dans une seconde partie du livre, d'étudier le processus de l'attractivité de la profession enseignante en corrélation avec l'expérience du métier des étudiant-e-s et des néo-titulaires.

À partir de leur production collégiale qui regroupe neuf contributions (dont une introduction et une conclusion réalisées par l'équipe de direction de l'ouvrage : V. Dupriez, D. Périsset et M. Tardif), ces auteur-e-s ont cherché à décrire finement le phénomène des pénuries en documentant les flux d'entrée et de sortie des marchés du travail enseignant ainsi que les nombreux paramètres plus ou moins intriqués qui les impactaient en fonction du contexte et de l'histoire de chaque territoire : évolution démographique, réduction de l'attractivité des formations à l'enseignement et/ou du métier, abandon des études, décrochage professionnel en début de carrière, conditions d'emploi et/ou de travail, choix budgétaires et décisions sociopolitiques des gouvernements, etc. Cette évaluation détaillée de diverses situations de pénurie a montré qu'un diagnostic de pénurie peut avoir des effets de dérégulation du marché du travail (offrant par exemple aux organismes employeurs anglais plus d'autonomie sur le choix des horaires, des lieux et de la charge de travail... des enseignant-e-s) influant sur le système éducatif et susceptibles d'intensifier le problème pourtant combattu. Ce diagnostic, selon le collectif de recherche, est toujours l'objet plus ou moins conflictuel d'un rapport social et d'une relation entre divers-e-s acteurs et actrices (personnel enseignant et éducatif, syndicats, organes employeurs, représentant-e-s des pouvoirs publics...) qui permettent d'aboutir à la potentielle reconnaissance d'une situation de pénurie et d'en proposer une interprétation orientant alors la mise en place de possibles solutions.

Le travail d'analyse approfondie, s'appuyant sur la littérature internationale et des enquêtes auprès d'enseignant-e-s de divers pays a aussi permis de révéler, à partir de l'étude de contextes de travail différents et d'expériences professionnelles individuelles, que ce sont les transformations simultanées du métier, des marchés du travail, et des environnements institutionnels, qui sont principalement responsables des pénuries.

À travers les chapitres de cet ouvrage, les concepts d'attractivité, d'insertion professionnelle, d'engagement, de motivation, de souffrance au travail, de burnout, d'attrition, etc., ont été mobilisés pour mieux décrire et comprendre le phénomène des pénuries. Les résultats des recherches mettent en exergue comment l'imbrication entre des facteurs personnels et des facteurs professionnels et institutionnels peuvent nuire à l'attractivité de la profession mais également à la durée d'exercice du métier. Les auteur-e-s montrent aussi que l'organisation de nombreux marchés du travail place la majorité des enseignant-e-s novices dans des situations d'intégration professionnelle précaires (Angleterre, Belgique, Brésil, Québec) qui les conduisent entre autres à accepter des postes à temps partiel, des contrats à courte durée, des changements fréquents d'établissement etc., sources de potentiel décrochage professionnel. Cette précarisation liée également à une segmentation croissante des marchés du travail (qui imposent une diversité de conditions d'emploi et de travail aux professeur-e-s en fonction des titres scolaires détenus, de l'ancienneté dans le métier, et de l'organisme employeur qui les recrute) nourrit le processus d'attrition et de pénurie. Cette fragmentation des marchés du travail est, d'après l'équipe

de recherche, la conséquence de la mise en place de nouveaux modes de gouvernance des systèmes éducatifs dévastateurs vis-à-vis de l'exercice de la profession et de l'attractivité du métier (Angleterre, Brésil, Québec). Dans un monde dominé par l'idéologie de la nouvelle gestion publique, certain-e-s enseignant-e-s subissent progressivement un processus de déprofessionnalisation se traduisant par une intensification et une complexification de leur travail, un contrôle augmenté de leur activité, une perte d'autonomie, et une défiance croissante de la société vis-à-vis de leurs compétences.

De toute évidence, tant la confiance envers les enseignantes et enseignants que la dimension morale du métier (un projet fondé sur des valeurs et adossé à des finalités) s'étiolent face aux nouveaux modes de gouvernance. L'affirmation d'un projet à la fois politique et culturel pour l'École cède peu à peu le pas à des logiques technocratiques et administratives. Ces dernières s'appuient sur des dispositifs à la fois technologiques et statistiques (des indicateurs, des applications, des données, du benchmarking, etc.) destinés à exercer une pression sur les acteurs plutôt qu'une mobilisation ou un enrôlement reposant sur un projet politique pour l'École (p.12).

Aujourd'hui, les États du monde entier semblent aspirer à réduire leurs dépenses publiques pour faire croître leur compétitivité. À l'échelle internationale, il apparaîtrait en outre que les enseignant-e-s acceptent de moins en moins de subir des conditions dégradées d'emploi et/ou d'exercice de leur profession, liées à des environnements de travail difficiles, ou à l'application forcée de prescriptions standardisées, corrélées à des critères définissant la qualité du métier, imposés par des logiques externes et en partie déconnectées. C'est pourquoi il pourrait être bénéfique de réunir et de faire collaborer dans les espaces géographiques touchés par le phénomène, les personnels enseignants et éducatifs, les représentant-e-s des élèves et des parents d'élèves, les syndicats, les organes employeurs, les chercheurs et chercheuses, sans oublier les responsables politiques, pour mener par le biais d'une démarche collective, rendant possible une gouvernance davantage participative, une réflexion riche et concertée visant à lutter professionnellement, institutionnellement, économiquement et politiquement contre les pénuries dans l'enseignement.

*Pascal Demonet, Université de Genève, LIFE*